

panorapresse.ouest-france.fr

Carte scolaire. Face aux 66 fermetures de classes annoncées, les écoles se mobilisent

4-5 minutes

Face aux 66 fermetures de classes annoncées, les écoles se mobilisent

D'ici une dizaine de jours, la carte scolaire de l'[Eure](#) sera entérinée. Le projet initial prévoit le retrait total de 44 postes, avec 66 fermetures de classes. Plusieurs écoles étaient rassemblées mercredi devant les services académiques.

La carte scolaire définitive de l'[Eure](#) ne sera connue que le 3 avril prochain, à l'issue du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN), mais les perspectives mobilisent déjà l'intersyndicale (FSU-SNUipp 27, Force ouvrière, UNSA Éducation). Un rassemblement était ainsi programmé mercredi 25 mars devant la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, pour protester contre les chiffres annoncés. Des représentants d'une dizaine d'écoles ([Gravigny](#), [Garennes-sur-Eure](#), [Damville](#), [Hondouville](#), etc.) et quelques élus, ceints de leur écharpe tricolore, se sont retrouvés à [Évreux](#).

« **Nous sommes réunis en intersyndicale car les attaques sont importantes** », avance Mathilde Marnière, co-secrétaire départementale de la FSU-SNUipp 27. Un premier groupe de travail réuni lundi 23 mars leur a permis de prendre connaissance d'un « **projet qui s'annonce difficile et inacceptable** » : 66 fermetures de classes, 5 ouvertures devant élèves ainsi que 13 ouvertures de dispositifs hors la classe, dont 10 pôles d'appui à la scolarité.

Au total, l'[Eure](#) doit rendre 44 postes dans le premier degré, soit le solde ouvertures/fermetures. C'était 9 l'an dernier.

**Mathilde Marnière,
FSU-SNUipp 27**

**Un calendrier
très serré**

Le solde actuel est de 48 postes, quatre sont encore dans la balance, sans compter tous ceux que les syndicats vont tenter de conserver. Les discussions sont menées dans un timing particulièrement serré cette année, élections municipales obligent. Le comité social d'administration se réunit le mardi 31 mars, et le CDEN - qui entérinera la carte scolaire - interviendra le vendredi 3 avril, dans une dizaine de jours seulement.

Face à la réalité de la baisse démographique (1 338 écoliers eurois de moins à la rentrée prochaine, selon les chiffres de la DSDEN), les syndicats opposent les conditions d'accueil et d'enseignement des élèves, et les conditions de travail des enseignants.

« C'est le moment de diminuer drastiquement le nombre d'élèves par classe, pour aider au mieux les élèves, surtout ceux qui ont des besoins particuliers. Il est de plus en plus difficile

d'enseigner dans les classes, c'est un moyen de permettre aux enseignants de faire vraiment leur travail », argumente Matthieu Laguette, secrétaire adjoint du SNUDI FO 27.

Le premier levier pour la réussite des élèves, c'est le nombre d'élèves par classe.

Mathilde Marnière

Sur ce point, l'inspectrice d'académie Françoise Moncada estime, dans un courrier adressé aux maires le 23 mars, que « **le schéma d'emplois de retrait de 44 postes, non proportionnel à cette baisse démographique, permettra d'améliorer les conditions d'enseignement au bénéfice de l'apprentissage des élèves en maintenant un nombre moyen d'élèves par classe inférieur à 21 et en améliorant le taux d'encadrement** ».

Trois écoles pourraient perdre deux classes

S'ils ne peuvent dévoiler quelles écoles sont menacées, les représentants syndicaux précisent toutefois que l'ouest du département est « **très ciblé** » par des fermetures. Et que trois écoles pourraient même perdre deux classes d'un coup. « **En moyenne, une école sur huit est concernée par une mesure de fermeture** », annonce Mathilde Marnière.

D'ici au CDEN, des mobilisations sont prévues dans les écoles pour essayer de maintenir ces classes. Plusieurs d'entre elles étaient présentes à [Évreux](#) mercredi 25 mars, où l'intersyndicale, les élus et les représentants d'écoles ont été reçus par la directrice académique. Ils ont pu lui remonter leurs chiffres et leurs arguments, mais aucune décision n'a été prise sur le moment.

Le 31 mars, un appel à la grève a été lancé par certaines organisations syndicales, à la fois pour protester contre le budget alloué à l'Éducation nationale, mais aussi, localement, contre la carte scolaire envisagée.

Florent Lemaire

